

# Emmanuel Macron a-t-il les yeux plus gros que le ventre en pensant qu'il peut définitivement fracturer LR ?



Lors de son meeting à l'Arena de Nanterre samedi 2 avril, Emmanuel Macron a mis en évidence ses soutiens, comme Jean-Pierre Raffarin ou Eric Woerth. Selon des rumeurs, Nicolas Sarkozy pourrait également le rejoindre.

Avec Christophe Boutin

**Atlantico** : Lors de son meeting ce samedi, Emmanuel Macron n'a pas manqué de mettre bien en évidence ses soutiens, dont notamment Jean-Pierre Raffarin ou Eric Woerth. On le sait, le président sortant compte bien continuer à attirer des ralliements des élus et électeurs de LR, voire à fracturer le parti. Cette dernière ambition est-elle réaliste ou a-t-il les yeux plus gros que le ventre ?

**Christophe Boutin :** On peut déjà espérer pour lui qu'Emmanuel Macron réussisse à ramener dans ses filets des poissons un peu plus conséquents que les deux que vous citez. Entre un ex-ministre dont le nom a été associé à diverses affaires et le VRP de la Chine en France, l'un comme l'autre totalement démonétisés, s'il est permis de penser que cela permet de consolider quelques réseaux cela n'apporte rien en termes de voix, et pas grand-chose pour une éventuelle recomposition politique. La prise d'Édouard Philippe en 2017 était d'une tout autre qualité.

Le problème d'Emmanuel Macron, dans l'hypothèse d'un fractionnement de LR, sera d'examiner très sérieusement si ceux qui frappent à sa porte sont bien des personnalités ayant une audience nationale ou de puissants barons locaux, assurés de leur réélection –et/ou de celle de leurs proches -, ayant un pouvoir réel, et qui seront donc un appui durant les cinq années de la prochaine législature. Bien sûr, avec la perspective de voir aux législatives sa majorité parlementaire se réduire, il peut être tenté d'en agrandir l'assise. Mais il serait bien peu utile de transformer un navire encore stable en un radeau de la Méduse en en faisant la planche de salut de politiciens désavoués et dépassés.

Pour le reste, vous avez raison, Emmanuel Macron pourrait fort bien continuer l'évolution entamée dès 2017, celle qui, alors qu'il partait, sinon de la gauche, au moins du centre-gauche, ayant bâti une grande partie d'En Marche sur les débris du Parti socialiste après une remarquable OPA, le conduisit à s'étendre sur le centre, par une alliance avec François Bayrou, puis à aller toujours plus loin vers le centre droit, soit qu'il ait attiré des politiques qui rejoignirent son parti, soit que se soit constitué, avec Horizons, derrière Édouard Philippe, un parti qui a vocation à s'allier avec LREM, dont il partage la même idéologie progressiste.

Court-il un risque en la matière ? La question est de savoir si, dans l'hypothèse où effectivement les Républicains imploseraient, et où une partie de leurs cadres rallieraient la future majorité – si Emanuel Macron est effectivement élu -, cette composante de centre-droit ne finirait pas par être à même de concurrencer le parti présidentiel. Or ce risque semble pour l'instant modéré. D'abord, parce que l'apport des Verts, à gauche, permet de contrebalancer le centre-droit au sein de la majorité présidentielle. Ensuite, parce qu'à ce jour aucune personnalité n'émerge qui soit à même de concurrencer véritablement Emmanuel Macron auprès de son électorat. Le seul qui peut y prétendre est actuellement Édouard Philippe, mais ce dernier n'a aucun intérêt au conflit car, et c'est la troisième raison, Emmanuel Macron ne pourra pas faire un troisième mandat, la constitution le lui interdisant. Il lui faudra nécessairement passer la main, ce qui pourra se faire aussi bien au profit d'une nouvelle personnalité appartenant à LREM qu'en faveur du leader d'une autre composante tant l'ensemble de la majorité, on l'a dit, communie dans le même progressisme.

**Alors que des rumeurs sur un éventuel soutien de Nicolas Sarkozy à Emmanuel Macron circulent, l'ancien président, absent du meeting de Valérie Pécresse, a été hué par des militants LR pendant une des prises de**

## **parole. Comment interpréter cela ? Qu'est ce que cela nous dit des militants LR dans cette dernière ligne droite de la présidentielle ?**

Si l'on était méchant, on dirait que les militants des Républicains connaissent aujourd'hui ce qu'ont connu bien des Français avec Nicolas Sarkozy, et notamment ses électeurs de 2007. C'est le sentiment qu'ont eu ceux qui avaient voté par référendum contre le traité de l'UE en 2005 et qui l'ont vu réintégré par le Congrès sous une forme quasi-identique, Nicolas Sarkozy expliquant sans rire que c'était en quelque sorte compris en prime avec son élection. C'est le sentiment qu'ont eu ceux qui ont cru que Nicolas Sarkozy allait effectivement « passer le Karcher » (cette société nous excusera de cette nouvelle mention de sa marque) dans les banlieues, alors que rien ou presque n'a été fait, sinon quelques gesticulations. C'est le sentiment qu'ont eu ceux qui ont cru qu'il y aurait une réflexion de menée sur l'immigration et l'identité française, et qui ont vu une consultation bidon finir en filet d'eau tiède. Et puisque nous sommes ici dans le seul monde politique, c'est un sentiment qu'ont aussi connu en leur temps Charles Pasqua, Jacques Chirac et tant d'autres, qui ont fréquenté à leurs dépens ce politicien aussi doué que roué.

Aujourd'hui donc les militants des Républicains se rendent compte que l'ancien Président, qui ne cesse d'agir dans l'ombre – ou prétend le faire pour exister –, ne soutient pas la candidate de son ex-parti. Non pas tant d'ailleurs parce qu'il y aurait une quelconque animosité entre les deux – elle a été sa ministre, même s'il lui a préféré d'autres femmes ministres dans son entourage, la trouvant décidément trop terne –, mais parce qu'il s'agit avant tout pour Nicolas Sarkozy de préserver ses intérêts. D'où, effectivement, ces huées lors du meeting de Valérie Pécresse, d'où aussi le fait que les anciens ministres qui se succédèrent à la tribune allaient, pour effacer l'affront, replacer le nom de Nicolas Sarkozy dans leurs propos mais en essayant de le prononcer le plus rapidement possible, de ne surtout pas s'arrêter sur lui, pour éviter de l'entendre hué à nouveau.

Il serait sans doute bon que cette droite tourne la page. Il est vrai que Nicolas Sarkozy, en 2007, a su lui donner un nouvel élan. Il est vrai qu'il a su rajeunir un certain nombre de thématiques, qu'il a été un bon communicant, qu'il a su imposer un style nouveau, direct, avec ses forces et ses faiblesses, l'impression d'une nouvelle proximité, et qu'il a su faire miroiter la perspective d'une action après les années de l'immobilisme chiraquien. Mais l'image tutélaire de Nicolas Sarkozy est-elle encore un facteur de légitimité en 2022 ? En 2012 déjà ce ne l'était plus, et il a perdu l'élection face à François Hollande notamment pour avoir trahi des électeurs qui ne le lui ont pas pardonné. En 2016 il a même été incapable de redevenir le candidat de son propre parti. Ne serait-il pas temps en 2022 de tourner la page et de le laisser se consacrer à ses tournées de conférences dans les pays du Golfe ?

Qui a la nostalgie de Nicolas Sarkozy à part ses anciens ministres ? Quelques boomers ? Mais ceux-ci sont fort satisfaits des choix faits par un Emmanuel Macron qui, dans un certain nombre de domaines, a mis en oeuvre les politiques économiques que la droite promettait de faire mais qu'elle ne faisait pas, tétanisée par la gauche. En 2022, ces ex-sarkozystes votent Macron, n'ayant plus pour la période Sarkozy que la nostalgie de leur jeunesse. Et pour les autres, quinze ans, c'est déjà trop loin.

## **Les tendances que l'on observe dans cette dernière ligne droite, tant au niveau des élus que des militants, préfigurent-elles de l'avenir de la droite après le premier tour ? En vue des législatives et après ?**

Vous avez effectivement tout à fait raison, la question que se pose actuellement cette droite n'est plus tellement celle des élections présidentielles. Il est permis de penser qu'aucun des ténors de LR qui se sont exprimés dimanche au meeting de Valérie Pécresse ne croit à la victoire de cette dernière au second tour, et que la question qu'ils se posent est plutôt de savoir si elle sera quatrième ou cinquième, autrement dit si elle prendra place, après Emmanuel Macron, Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon, devant ou derrière Éric Zemmour - et on rappellera ici qu'en 2017, malgré les affaires, François Fillon était arrivé troisième, avec un peu plus de 15 % des suffrages exprimés.

Pour autant, la réponse à cette question ne conduit pas nécessairement à elle seule à l'éclatement ou même à un bouleversement immédiat majeur au sein du parti. En effet, faut-il le rappeler, les élections législatives sont bien différentes, et l'on ne peut espérer tirer du pourcentage de voix obtenues par les candidats au premier tour de la présidentielle le nombre de sièges qu'obtiendraient leurs partis au second tour des législatives. D'abord, parce que le mode de scrutin, uninominal à deux tours, va à lui seul, une fois de plus, minimiser les scores obtenus notamment par le Rassemblement national et Reconquête. Ensuite parce que le contexte de crises que l'on connaît - après la crise sanitaire cette crise internationale de la guerre en Ukraine, et à venir une crise énergétique et économique dont tout le monde se rend bien compte qu'elle va avoir des effets majeurs, sans parler de la crise environnementale, dans un tel contexte troublé donc, les électeurs ont plus facilement tendance à ne pas trop changer les choses et à reconduire les élus, lorsque ces derniers n'ont pas trop démerité. Or les Républicains disposent toujours d'un réseau d'élus, pour certains de qualité, ce qui, combiné avec le mode de scrutin, va limiter l'impact qu'auraient pu avoir les changements en termes de composition de la droite relevés au premier tour de l'élection présidentielle.

## **Faut-il distinguer au sein de LR une droite juppéiste, partie ou sur le départ vers Emmanuel Macron, une droite filloniste, fidèle au parti, et une droite sarkozyste tiraillée entre Macron et Pécresse ? Est-ce sur ces clivages que la fracture de LR pourrait se faire ? Est-elle inéluctable ?**

Au niveau des élus comme à celui des militants, le bilan de ce que l'on tire, depuis les primaires LR jusqu'au meeting de Valérie Pécresse de dimanche, est celui d'un vaste foutoir idéologique, d'une auberge espagnole où chacun apporte son manger. On aura tout dit tout et tout entendu, et sur des questions aussi fondamentales que le rapport de la France à l'Union européenne, l'immigration, les grandes questions internationales ou celle de l'environnement, se sont exprimées des options totalement inconciliables. Valérie Pécresse a bâti avec son

équipe un programme de détail, technique, multipliant les petites précisions pour éviter de mettre en évidence les oppositions de fond, mais elles sont là. Quand elle souhaite lors de son meeting voir « le patriotisme et l'Europe » lutter contre « le nationalisme », elle retrouve ainsi spontanément les mêmes mots que ceux d'Emmanuel Macron lors de son meeting de la veille, mais il n'est pas évident que, par exemple, Éric Ciotti, François-Xavier Bellamy ou Julien Aubert soient d'accord.

Les clivages que vous proposez ne me semblent pas les plus opératoires. LR, on l'a dit, on le répétera une nouvelle fois, est l'ultime avatar d'un parti né la fusion de deux blocs : d'une part, un bloc centriste, européiste, libéral économiquement, croyant à la mondialisation, et par cela au moins très clairement progressiste ; d'autre part, un bloc gaulliste, nationaliste, volontiers colbertiste en économie sinon étatiste, très sensible à l'histoire et à l'identité de la France, que l'on pourrait qualifier de conservateur. Là sont les profondes oppositions idéologiques qui empêchent ce parti de définir un projet de société commun.

Ce que vous nommez « droite juppéiste » est en fait une droite progressiste ; « droite filloniste » une droite conservatrice ; et « droite sarkozyste » une droite opportuniste. Et ce que vous appelez « fidélité au parti » n'est qu'une alliance d'intérêts : l'étiquette continuant d'attirer certains électeurs, il serait dommage d'en changer, comme de devoir se partager la manne du financement public. C'est pour cela que cet attelage créé au temps où l'on pensait voir naître un « bipartisme à la française » continue de se survivre. Et comme toute alliance d'intérêts, celle-ci éclatera lorsque les gains espérés à l'extérieur seront plus grands.